

CONTRÔLES ET RESULTATS DES CELLULES D'ARRONDISSEMENT 2012

Afin d'avoir une bonne compréhension des résultats des cellules d'arrondissement 2012, vous trouverez ci-dessous une courte description de certains termes et une explication des chiffres.

Les chiffres que vous trouverez plus loin dans le document, ne concernent que les actions exécutées en commun dans le cadre du fonctionnement des cellules d'arrondissement dans leur "lutte contre la fraude sociale". Ils ne constituent qu'une fraction de la globalité des contrôles faits par les différents services d'inspection sociaux fédéraux (au total plus de 100.000 contrôles par an). Chaque service d'inspection effectue des contrôles de manière autonome dans sa lutte contre la fraude sociale, en plus d'autres types de contrôle liés aux autres tâches spécifiques faisant partie de leur activité principale. Vous pouvez retrouver des informations plus détaillées sur les sites des services d'inspection respectifs ainsi que dans leurs rapports annuels.

LA CELLULE D'ARRONDISSEMENT

La cellule d'arrondissement (dénommée ci-après "cellule") est un organe (et forme une unité du SIRS – Service d'Information et de Recherche Sociale) instituée par arrondissement judiciaire et présidée par l'auditeur du travail. Sous certaines conditions, les cellules d'arrondissement peuvent être fusionnées (voir cellule Limbourg) ou scindées.

Chaque cellule est composée d'un représentant des services d'inspection fédéraux de l'Office National de l'Emploi (ONEm), de l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS), de l'Inspection Sociale (IS) du Service public fédéral Sécurité Sociale (SPF SS) et du Contrôle des Lois Sociales (CLS) du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale (SPF ETCS). Siègent aussi dans les cellules : un représentant du Service public fédéral Finances, un magistrat du parquet du procureur du Roi, un membre de la police fédérale, et peuvent être invités des représentants des autres institutions publiques de sécurité sociale.

Les services d'inspections régionaux, compétents en matière d'emploi peuvent également faire partie des cellules d'arrondissement.

LES MISSIONS DES CELLULES

Au niveau local, la mission principale des cellules est d'organiser et de coordonner les contrôles du respect des différentes législations sociales en rapport avec le travail illégal et la fraude sociale.

En outre, la cellule:

- Fournit les informations nécessaires permettant de dresser le bilan des actions communes, menées par les services d'inspection au sein de la cellule;
- Informe les membres de la cellule d'arrondissement du suivi des dossiers traités par les services d'inspection sociale et poursuivis devant les tribunaux ainsi que les jurisprudences pertinentes pour les services d'inspection
- Exécute les directives et les instructions du Bureau fédéral d'orientation du SIRS

- Met sur pied des informations et des formations à destination des membres des services participant aux réunions de la cellule
- Assure la formation continue des membres en matière de droit pénal social.

Une des tâches du Service d'Information et de Recherche sociale (SIRS) est d'orienter au sein des cellules d'arrondissement les actions à mener, dans leur lutte contre le travail illégal et la fraude sociale. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de l'exécution du plan d'action annuel et opérationnel, visant la lutte contre la fraude sociale et le travail illégal.

LES ACTIONS DE CONTROLE DES CELLULES D'ARRONDISSEMENT

Caractéristiques des actions de contrôle d'une cellule d'arrondissement :

- Elles visent à lutter contre la fraude sociale et le travail illégal ;
- Elles sont effectuées sur le lieu de travail (chantiers, cuisine et salle d'un restaurant,...) ;
- Leur but est de contrôler des employeurs et travailleurs belges et étrangers ;
- Elles sont effectuées en commun par au moins deux des services qui font partie de la cellule et au moins un des quatre services d'inspection social fédéraux y participe (Inspection Sociale, Contrôle des Lois Sociales, Office National de l'Emploi, Office National de Sécurité Sociale), vu que seuls ces quatre services ont des compétences communes en matière de fraude sociale et de travail illégal ;
- Elles sont analysées lors des réunions cellules.

Toutes les actions précédentes sont évaluées lors de la réunion mensuelle de la cellule ; de nouvelles actions communes sont organisées lors des réunions du Groupe restreint d'Intervention Régionale (GIR).

Outre le fait que ces actions sont exécutées en commun (collaboration des inspecteurs des différents services d'inspection) il s'agit en général des contrôles « hit and run » visant à établir des infractions « travail en noir » et fraude sociale ; vu que les 4 grands services d'inspection sociale fédéraux (CLS, IS, ONEm et ONSS) sont conjointement compétents. Ce type de contrôle, qui a souvent lieu dans de petites entreprises (jusque 5 travailleurs), demandent parfois des investigations supplémentaires lesquelles souvent, ne peuvent être faites que par le service concerné, compétent pour cette infraction. Ces contrôles supplémentaires ne relèvent pas des contrôles communs de la cellule.

Les actions cellules visent aussi bien les fraudes aux cotisations sociales que les fraudes aux allocations sociales.

DES NORMES POUR LES ACTIONS CELLULES

Chaque année, les objectifs pour les différentes cellules d'arrondissement, sont fixés dans le plan d'action du SIRS ; tant le total des contrôles, que le nombre de contrôles positifs et les secteurs à contrôler prioritairement (voir infra).

Lors de l'élaboration de ce plan d'action, il est tenu compte du personnel disponible des différents services d'inspection.

Les 21 cellules d'arrondissement sont responsables pour l'organisation et la coordination d'au moins deux jours de contrôle par mois.

Les normes quantitatives pour 2012

En vue d'intensifier la lutte contre la fraude sociale, le minimum de contrôles à effectuer en 2012 a été majoré en comparaison avec 2011.

- Objectif total : 11.000 contrôles, pour tous les secteurs d'activité (+ 1.000 contrôles par rapport à 2011, soit + 10 %) ;
- Objectif secteur construction : 3.570 contrôles (+ 330 contrôles par rapport à 2011) ;
- Objectif secteur HORECA : 2.650 contrôles (+ 243 contrôles par rapport à 2011).

La répartition par arrondissement judiciaire répond à la réalité socio-économique de chaque arrondissement judiciaire, au personnel d'inspection disponible ainsi qu'au souci du Gouvernement de veiller à un traitement équitable au niveau des entreprises contrôlées.

Les secteurs de la construction et de l'Horeca sont des secteurs sensibles à la fraude et par conséquent des secteurs à contrôler obligatoirement par chaque cellule d'arrondissement (objectif minimal fixé pour chaque cellule).

Les normes qualitatives pour 2012

En plus des normes quantitatives, on prête attention à la qualité des actions des cellules. Il est demandé aux cellules d'arrondissement de veiller à ce que les contrôles ciblés soient au maximum positifs dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale. 25% au moins des contrôles à effectuer en 2012 devaient être positifs.

Pour calculer le nombre des « contrôles positifs » on tient compte avec les situations suivantes :

- Pro-Justitia en Dimona, Limosa, temps partiel, chômage et main-d'œuvre étrangère (voir infra)
- Litige allocations sociales Office National de l'Emploi (ONEm), Office National des Pensions (ONP) et Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité (INAMI)
- Manquement 30 bis (déclaration des chantiers auprès de l'ONSS – Office National Sécurité Social)
- Infraction affiliation indépendant (Institut National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants – INASTI)

Les secteurs à contrôler prioritairement

Les secteurs de la construction et de l'Horeca étaient des secteurs prioritaires en 2012 :

- Vu que la construction et l'Horeca sont des secteurs sensibles à la fraude en raison de l'utilisation d'une main-d'œuvre peu qualifiée, souvent source de travail non déclaré ;
- A la demande du secteur de la construction lui-même, concrétisée dans un nouveau protocole de collaboration ;
- En raison de l'augmentation des infractions constatées en matière « travail non déclaré » dans le HORECA en 2011 ;
-

Outre ces deux secteurs précités, une attention particulière a été demandée aux cellules pour :

- L'occupation des « travailleurs-étudiants », au vu de l'augmentation, en 2012, du nombre de jours de travail à prester ;
- Le secteur de la viande, où des fraudes graves sont présentes (occupation d'illégaux, faux statuts, faux détachements, mise à disposition illégale, chaîne de sous-traitants malhonnêtes, etc.) ;

- D'autres secteurs sensibles à la fraude comme l'horticulture, le commerce de détail, les boulangeries artisanales, le nettoyage industriel ;
 - Les employeurs « récidivistes » ayant déjà fait l'objet d'une condamnation pénale, d'une transaction ou d'une amende administrative suite à une infraction précédente en matière de législation sociale.
-

COMMENTAIRES SUR LES TABLEAUX “Résultats des Cellules d'arrondissement”

Tous les chiffres se réfèrent aux actions des cellules effectuées en commun. Les contrôles faits par les services d'inspection en dehors de la cellule, n'y sont pas repris.

Si un tableau n'exige aucune explication, il n'est pas repris ci-après.

Tableau 2: nombre de contrôles par cellule, par mois (période 2012)

Les secteurs sont dénommés et groupés selon les codes NACE (codes européens qui déterminent les secteurs d'activité). Chaque cellule utilise ces codes pour l'enregistrement des enquêtes.

“Industrie manufacturière” = fabrication et manipulation des produits au sens large, aussi bien alimentation, textile et vêtements, la chimie, le métal etc.

“Agriculture, sylviculture et pêche” ce code NACE indique les contrôles menés par les services d'inspection sociaux dans les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture.

Activités liées à l'emploi = entreprises spécialisées en sous-traitance et placement des travailleurs, toutefois principalement des bureaux d'intérim mettant à disposition des intérimaires aux utilisateurs.

Ce tableau montre que la construction et l'Horeca sont les secteurs les plus contrôlés. Ceci résulte du fait que chaque cellule avait un objectif minimal de contrôles pour ces secteurs. Les objectifs de contrôle sont amplement atteints pour les deux secteurs.

Tableau 3: personnes contrôlées par cellule (période 2012)

Salariés et indépendants par contrôle = le nombre de travailleurs contrôlés et le nombre d'indépendants (employeurs ou pas) trouvés et contrôles sur le lieu de travail.

Tableau 4bis: nombre de personnes concernées par les infractions « travail au noir » par cellule et par secteur (période 2012)

Travail au noir = les matières « travail en noir » sont reprises dans le tableau 5. Tableau 4bis donne l'aperçu du nombre de personnes (salariés et indépendants) en infraction lors des contrôles, pour une ou plusieurs de ces matières.

Tableau 5: nombre d'infractions dans les matières « travail au noir » par matière et par cellule (période 2012)

Dimona = **D**éclaration **I**mmédiate **O**nmiddellijke **A**angifte. Banque de données électronique où sont tenues à jour, les déclarations du début et de fin de contrat. Chaque employeur est tenu de communiquer le début d'engagement au système de sécurité sociale, au plus tard au moment de l'embauche. Cette même obligation existe aussi pour les fins des contrats.

Main d'œuvre étrangère – sanction lourde: Il s'agit des infractions concernant l'occupation des travailleurs étrangers en défaut de permis de travail et de permis de séjour. Ils résident donc illégalement dans le pays.

Main d'œuvre étrangère – sanction légère: cette infraction vise l'occupation des travailleurs étrangers en séjour légal de plus de 3 mois en Belgique, mais en défaut de permis de travail auquel ils sont soumis, en leur qualité de travailleur.

Main d'œuvre étrangère – carte professionnelle: Il s'agit des infractions relatives à l'exercice par les étrangers d'activités professionnelles indépendantes, sans que ceux-ci ne disposent de la carte professionnelle obligatoire.

Sécurité sociale: à ne pas confondre avec les infractions Dimona. Il s'agit ici du non-paiement des provisions des cotisations de sécurité sociale et des cotisations patronales spécifiques portant sur diverses indemnités complémentaires, d'assujettissements frauduleux à la sécurité sociale et de défauts de déclaration.

Limosa= banque de données électronique conçue pour les déclarations d'exécution des travaux en Belgique par des travailleurs ou indépendants étrangers. Sous certaines conditions, les étrangers continuent à être soumis à la sécurité sociale de leur pays d'origine, et ne doivent donc pas payer leurs cotisations sociales en Belgique.

Tableau 6.1: infractions Dimona par cellule et par suite (période 2012)

Avertissement: l'inspecteur social constate une infraction. Celle-ci est d'une nature telle que l'avertissement pour se mettre en règle dans un délai précis, est suffisant. Cette régularisation sera suivie par le service d'inspection compétent. Cet avertissement s'inscrit dans le cadre du droit d'appréciation de l'inspecteur social. S'il constate des infractions graves, il dressera P-J.

Pro justitia: communication des infractions, par le biais d'un « procès-verbal de constatation d'infraction », aux autorités judiciaires (généralement l'auditeur du travail, parfois le procureur du Roi)

Rapport pénal: constat d'infractions transmis à l'autorité judiciaire sous une autre forme que le pro justitia (plutôt rare).

Autre traitement: tout autre traitement qui ne se limite pas à une vérification d'usage (ex : suite d'enquête chez l'employeur au siège social, rapport d'enquête transmis à un service tiers, ...).

Tableau 6.4: infractions chômage par cellule et par suite (période 2012)

Par l'inspection de l'ONEm vers Litiges ONEm : Infraction en matière chômage, constatée par un inspecteur social de l'ONEm, transmise directement à son service litige sans pro justitia. Ce service examinera le dossier et prendra la décision appropriée.

Par autres inspections vers ONEm ou Auditeur du travail : infraction en matière de chômage, constatée par un inspecteur social d'un service autre que l'ONEM et transmise, soit à l'auditorat du travail, soit au service litiges de l'ONEM. Dans les deux cas, il s'agit d'infractions constatées dans le chef des travailleurs-chômeurs et des employeurs (qui occupent sciemment des chômeurs)

Tableau 7: infractions par contrôle, toutes matières et "travail au noir", par cellule (période 2012)

Une distinction est faite entre les infractions constatées pour toutes les matières légales en global et pour celles qui concernent spécifiquement les matières « travail au noir ». Une moyenne d'infractions supérieure à 1 signifie la constatation d'infractions pour plusieurs matières, lors d'un même contrôle.

Il s'avère que plus de deux tiers des infractions constatées concernent les matières « travail au noir ». Les moyennes sont des chiffres arrondis, vu que l'on ne tient compte qu'avec un seul chiffre après la virgule. Une moyenne totale de 0,6 indique 'infraction constatée' dans 6 cas sur 10 contrôles.

Les communications aux IPSS (Institution Publique de Sécurité Sociale) concernent des infractions probables, constatées par d'autres services d'inspection et qui sont communiquées aux institutions concernées pour contrôle approfondi.

Commentaire sur les chiffres

Du point de vue de la lutte contre la fraude sociale, les résultats sont très positifs.

Les objectifs minima pour le total global des contrôles à effectuer sont atteints (14.096 contre les 11.000 demandés), tout comme le minimum pour les contrôles dans le secteur Horeca (3.949 contre 2.650 demandés) et le secteur de la construction (4.510 contre 3.570 demandés) ; et tout cela malgré la diminution du nombre des contrôleurs par rapport aux années précédentes.

Le nombre des contrôles positifs affiche également un très bon résultat de 32,3% sur 14.096 contrôles (25% sur 11.000 demandés) ; 32% dans le secteur de la construction et même 45,2% dans le secteur Horeca.

On peut en déduire que la qualité des contrôles effectués est très élevée. Ceci peut s'expliquer, entre autres, par la bonne circulation de l'information au sein des cellules d'arrondissement, concernant des infractions possibles à la législation sociale. Ce qui permet d'encore mieux préparer et cibler les contrôles, toujours dans le but de lutter contre la fraude sociale.

Le tableau 8 donne un aperçu des secteurs sensibles à la fraude, étant donné que la majorité des infractions (colonne infractions toutes matières) ont été constatées dans le secteur Horeca, suivi par les « autres services », le nettoyage, le commerce en détail et les garages.

Si on établit la comparaison avec le pourcentage des contrôles positifs (vis-à-vis de la fraude sociale), le horeca se situe au sommet du classement, suivi par le nettoyage, la construction et le secteur des garages.

RESULTATS DES CELLULES D'ARRONDISSEMENT

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012

Tableau 1 : Nombre de contrôles par cellule, par mois (période : 2012)

CELLULE	2012/01	2012/02	2012/03	2012/04	2012/05	2012/06	2012/07	2012/08	2012/09	2012/10	2012/11	2012/12	TOTAL
Anvers	77	54	76	115	81	64	51	54	119	114	113	51	969
Brugge-Veurne	87	42	69	99	120	96	57	57	44	5	18	4	698
Bruxelles	41	63	153	89	53	251	46	25	55	150	116	78	1.120
Charleroi	7	21	59	70	64	40	19	25	37	51	66	26	485
Dendermonde	27	99	68	29	63	19	17	45	105	33	109	58	672
Gent	45	53	49	62	38	89	47	32	55	83	60	56	669
Halle-Vilvoorde	102	79	48	103	75	14	33	62	12	21	15	37	601
Huy	35	24	47	29	21	33	15	10	23	41	30	22	330
Kortrijk-Ieper	39	49	89	23	86	62	0	9	159	92	104	18	730
Liège	80	120	118	49	99	94	58	58	105	93	125	120	1.119
Limburg	163	144	213	124	229	229	77	114	180	193	183	125	1.974
Louvain	55	58	61	73	79	142	102	50	90	127	48	38	923
Luxembourg	13	18	42	48	34	33	65	20	44	17	35	12	381
Mechelen	37	45	54	70	37	48	16	37	57	43	32	51	527
Mons	18	34	29	19	31	17	64	15	18	64	45	33	387
Namur	43	11	51	21	46	41	40	8	22	30	118	23	454
Nivelles	28	28	48	36	39	43	33	23	11	21	21	6	337
Oudenaarde	16	16	30	14	35	22	17	8	10	23	31	15	237
Tournai	54	20	62	52	61	23	43	48	36	44	36	29	508
Turnhout	33	95	56	34	77	50	4	39	16	47	72	36	559
Verviers-Eupen	32	10	55	39	37	18	43	30	73	42	19	18	416
Total général	1.032	1.083	1.477	1.198	1.405	1.428	847	769	1.271	1.334	1.396	856	14.096

Tableau 2 : Nombre de contrôles par cellule, par secteur (période : 2012)

CELLULE	Construction	HORECA	Commerce de détail	Industrie manufacturière	Transport	Agriculture, sylviculture et pêche	Activités liées à l'emploi	Nettoyage	Activités de service administratif et de soutien	Garages	Arts, spectacles et activités récréatives	Commerce de gros	Autres activités de services	Autres	Total
Anvers	247	285	87	42	95	35	21	115	2	2	5	10	1	22	969
Brugge-Veurne	248	284	84	11	15	0	23	6	8	2	5	7	0	5	698
Bruxelles	312	406	120	39	9	1	11	58	53	9	9	25	3	65	1.120
Charleroi	105	150	80	8	37	0	17	6	8	21	12	2	1	38	485
Dendermonde	191	178	103	33	4	7	32	9	8	6	9	22	5	65	672
Gent	289	185	37	33	4	12	23	11	5	14	7	5	4	40	669
Halle-Vilvoorde	181	156	20	38	79	11	16	9	26	17	2	14	5	27	601
Huy	110	70	44	17	5	2	13	6	1	16	10	12	0	24	330
Kortrijk-Ieper	323	163	41	44	27	10	10	9	2	8	29	22	5	37	730
Liège	240	443	184	75	21	2	34	13	21	17	19	28	0	22	1.119
Limburg	745	461	119	81	39	182	63	33	30	65	28	35	5	88	1.974
Louvain	243	208	116	38	23	49	12	25	62	14	67	23	11	32	923
Luxembourg	143	115	31	18	7	1	11	10	2	4	5	9	1	24	381
Mechelen	183	95	6	14	6	74	28	7	10	22	10	7	2	63	527
Mons	144	110	50	12	8	0	11	8	9	9	8	5	2	11	387
Namur	88	118	89	19	25	6	6	3	46	16	5	5	2	26	454
Nivelles	101	84	32	21	1	3	0	14	15	28	6	9	3	20	337
Oudenaarde	64	69	22	12	3	4	12	2	20	6	5	3	1	14	237
Tournai	158	151	64	50	6	1	20	9	5	2	10	13	2	17	508
Turnhout	219	133	31	53	18	45	22	6	2	2	7	3	2	16	559
Verviers-Eupen	176	85	41	34	19	2	17	6	3	7	7	4	1	14	416
Total général	4.510	3.949	1.401	692	451	447	402	365	338	287	265	263	56	670	14.096

Tableau 2bis : Pourcentage de contrôles par secteur (période : 2012)

CELLULE	Construction	HORECA	Commerce de détail	Industrie manufacturière	Transport	Agriculture, sylviculture et pêche	Activités liées à l'emploi	Nettoyage	Activités de service administratif et de soutien	Garages	Arts, spectacles et activités récréatives	Commerce de gros	Autres activités de services	Autres	Total
Anvers	25%	29%	9%	4%	10%	4%	2%	12%	0%	0%	1%	1%	0%	2%	100%
Brugge-Veurne	36%	41%	12%	2%	2%	0%	3%	1%	1%	0%	1%	1%	0%	1%	100%
Bruxelles	28%	36%	11%	3%	1%	0%	1%	5%	5%	1%	1%	2%	0%	6%	100%
Charleroi	22%	31%	16%	2%	8%	0%	4%	1%	2%	4%	2%	0%	0%	8%	100%
Dendermonde	28%	26%	15%	5%	1%	1%	5%	1%	1%	1%	1%	3%	1%	10%	100%
Gent	43%	28%	6%	5%	1%	2%	3%	2%	1%	2%	1%	1%	1%	6%	100%
Halle-Vilvoorde	30%	26%	3%	6%	13%	2%	3%	1%	4%	3%	0%	2%	1%	4%	100%
Huy	33%	21%	13%	5%	2%	1%	4%	2%	0%	5%	3%	4%	0%	7%	100%
Kortrijk-Ieper	44%	22%	6%	6%	4%	1%	1%	1%	0%	1%	4%	3%	1%	5%	100%
Liège	21%	40%	16%	7%	2%	0%	3%	1%	2%	2%	2%	3%	0%	2%	100%
Limburg	38%	23%	6%	4%	2%	9%	3%	2%	2%	3%	1%	2%	0%	4%	100%
Louvain	26%	23%	13%	4%	2%	5%	1%	3%	7%	2%	7%	2%	1%	3%	100%
Luxembourg	38%	30%	8%	5%	2%	0%	3%	3%	1%	1%	1%	2%	0%	6%	100%
Mechelen	35%	18%	1%	3%	1%	14%	5%	1%	2%	4%	2%	1%	0%	12%	100%
Mons	37%	28%	13%	3%	2%	0%	3%	2%	2%	2%	2%	1%	1%	3%	100%
Namur	19%	26%	20%	4%	6%	1%	1%	1%	10%	4%	1%	1%	0%	6%	100%
Nivelles	30%	25%	9%	6%	0%	1%	0%	4%	4%	8%	2%	3%	1%	6%	100%
Oudenaarde	27%	29%	9%	5%	1%	2%	5%	1%	8%	3%	2%	1%	0%	6%	100%
Tournai	31%	30%	13%	10%	1%	0%	4%	2%	1%	0%	2%	3%	0%	3%	100%
Turnhout	39%	24%	6%	9%	3%	8%	4%	1%	0%	0%	1%	1%	0%	3%	100%
Verviers-Eupen	42%	20%	10%	8%	5%	0%	4%	1%	1%	2%	2%	1%	0%	3%	100%
Total général	32%	28%	10%	5%	3%	3%	3%	3%	2%	2%	2%	2%	0%	5%	100%

Tableau 3 : Personnes contrôlées par cellule (période : 2012)

CELLULE	Contrôles	Personnes contrôlées			Salariés et indép. par contrôle	% indép.
		Salariés	Indépendants	Total		
Anvers	969	2.249	729	2.978	3,1	24%
Brugge-Veurne	698	1.579	385	1.964	2,8	20%
Bruxelles	1.120	2.329	797	3.126	2,8	25%
Charleroi	485	1.045	330	1.375	2,8	24%
Dendermonde	672	1.289	521	1.810	2,7	29%
Gent	669	1.899	378	2.277	3,4	17%
Halle-Vilvoorde	601	1.338	307	1.645	2,7	19%
Huy	330	597	189	786	2,4	24%
Kortrijk-Ieper	730	1.400	433	1.833	2,5	24%
Liège	1.119	2.167	593	2.760	2,5	21%
Limburg	1.974	4.531	1.247	5.778	2,9	22%
Louvain	923	1.765	637	2.402	2,6	27%
Luxembourg	381	1.123	202	1.325	3,5	15%
Mechelen	527	1.570	315	1.885	3,6	17%
Mons	387	694	255	949	2,5	27%
Namur	454	700	305	1.005	2,2	30%
Nivelles	337	643	217	860	2,6	25%
Oudenaarde	237	461	173	634	2,7	27%
Tournai	508	1.068	358	1.426	2,8	25%
Turnhout	559	1.559	426	1.985	3,6	21%
Verviers-Eupen	416	900	218	1.118	2,7	19%
Total général	14.096	30.906	9.015	39.921	2,8	23%

Tableau 3bis : Personnes contrôlées par secteur (période : 2012)

Secteur (par nombre de contrôles décroissant)	Contrôles	Personnes contrôlées			Salariés et indépendants par contrôle	% indép.	Autres contrôlés
		Salariés	Indépendants	Total			
Construction	4.510	9.330	2.229	11.559	2,6	19%	160
HORECA	3.949	9.596	3.711	13.307	3,4	28%	540
Commerce de détail	1.401	1.711	1.112	2.823	2,0	39%	102
Industrie manufacturière	692	1.748	332	2.080	3,0	16%	28
Transports	451	448	163	611	1,4	27%	16
Agriculture, sylviculture et pêche	447	2.948	213	3.161	7,1	7%	43
Activités liées à l'emploi	402	1.131	12	1.143	2,8	1%	9
Nettoyage	365	592	147	739	2,0	20%	11
Activités de services administratifs et de soutien	338	403	268	671	2,0	40%	38
Garages	287	531	211	742	2,6	28%	26
Arts, spectacles et activités récréatives	265	776	169	945	3,6	18%	726
Commerce de gros	263	501	111	612	2,3	18%	4
Autres activités de services	56	207	32	239	4,3	13%	1
Autres	670	1.034	310	1.344	2,0	23%	233
TOTAL	14.096	30.956	9.020	39.976	2,8	23%	1.937

Tableau 4 : Personnes contrôlées par cellule et par secteur (période : 2012)

CELLULE	Construction	HORECA	Commerce de détail	Industrie manufacturière	Transport	Agriculture, sylviculture et pêche	Activités liées à l'emploi	Nettoyage	Activités de service administratif et de soutien	Garages	Arts, spectacles et activités récréatives	Commerce de gros	Autres activités de services	Autres	Total
Anvers	516	1.402	226	116	123	132	209	173	2	2	7	14	5	51	2.978
Brugge-Veurne	654	1.047	136	18	24	0	48	17	13	5	14	9	0	34	2.019
Bruxelles	697	1.361	336	75	9	2	79	121	136	25	126	49	3	107	3.126
Charleroi	358	530	138	23	50	0	29	9	20	74	33	8	5	98	1.375
Dendermonde	435	617	180	68	6	25	96	20	19	16	122	57	16	133	1.810
Gent	1.001	592	63	170	6	113	79	21	12	33	38	22	43	84	2.277
Halle-Vilvoorde	490	515	32	103	98	156	55	14	54	53	3	19	5	48	1.645
Huy	255	174	104	26	5	39	35	8	2	26	16	40	0	56	786
Kortrijk-Ieper	713	644	80	87	30	14	11	22	2	18	110	27	11	64	1.833
Liège	763	1.130	317	205	33	4	84	25	36	32	34	59	0	38	2.760
Limburg	1.653	1.372	200	273	51	1.521	100	63	58	188	53	71	9	166	5.778
Louvain	554	739	296	83	25	189	41	66	122	20	131	40	34	62	2.402
Luxembourg	597	375	65	78	13	1	24	24	8	14	6	80	1	39	1.325
Mechelen	455	357	38	21	25	609	93	11	27	76	22	12	4	135	1.885
Mons	356	346	77	29	13	0	18	14	19	26	12	9	4	26	949
Namur	249	309	149	86	32	49	6	7	39	26	16	8	2	27	1.005
Nivelles	255	246	93	71	3	8	0	21	37	72	5	10	16	23	860
Oudenaarde	142	252	45	27	2	28	32	2	34	16	17	5	4	28	634
Tournai	447	427	108	251	7	0	27	35	21	2	25	41	2	33	1.426
Turnhout	532	619	77	175	24	269	55	41	7	5	64	4	74	39	1.985
Verviers-Eupen	437	253	63	95	32	2	22	25	3	13	91	28	1	53	1.118
Total général	11.559	13.307	2.823	2.080	611	3.161	1.143	739	671	742	945	612	239	1.344	39.976

Tableau 4bis : Nombre de personnes concernées par les infractions « Travail au noir » par cellule et par secteur (période : 2012)

CELLULE	Construction	HORECA	Commerce de détail	Industrie manufacturière	Transport	Agriculture, sylviculture et pêche	Activités liées à l'emploi	Nettoyage	Activités de service administratif et de soutien	Garages	Arts, spectacles et activités récréatives	Commerce de gros	Autres activités de services	Autres	Total y compris Limosa
Anvers	80	469	59	30	10	6	12	85	0	0	2	1	0	5	759
Brugge-Veurne	94	235	17	2	3	0	8	2	9	6	5	2	0	0	383
Bruxelles	202	616	108	58	0	0	1	66	69	10	4	17	0	46	1.197
Charleroi	83	227	61	2	7	0	10	0	13	19	7	5	0	32	466
Dendermonde	59	151	53	19	0	2	6	6	6	8	0	12	8	17	347
Gent	221	174	18	12	1	9	8	9	2	15	1	2	59	8	539
Halle-Vilvoorde	72	202	8	28	15	9	5	9	22	6	0	5	0	5	386
Huy	33	66	42	8	1	1	4	2	1	7	5	4	0	25	199
Kortrijk-Ieper	89	172	12	36	8	2	1	2	0	0	23	6	2	9	362
Liège	100	494	92	27	7	2	24	8	15	19	16	6	0	10	820
Limburg	212	398	37	47	9	165	12	23	19	17	3	10	0	20	972
Louvain	84	209	67	9	4	17	4	21	30	7	38	3	5	9	507
Luxembourg	209	185	21	7	1	0	7	23	4	1	2	140	0	10	610
Mechelen	38	152	7	3	1	5	7	2	3	20	1	0	1	27	267
Mons	112	229	27	1	7	0	4	6	9	17	0	6	0	12	430
Namur	78	184	47	5	18	33	2	4	6	18	2	0	0	5	402
Nivelles	162	111	32	49	3	8	0	12	12	18	3	7	18	10	445
Oudenaarde	21	57	8	2	2	2	2	0	2	0	0	0	4	8	108
Tournai	55	177	41	28	0	0	7	27	17	2	6	6	0	2	368
Turnhout	27	206	17	36	7	17	3	24	2	2	9	0	96	4	450
Verviers-Eupen	44	87	33	20	0	0	1	7	0	13	12	1	0	14	232
Total général	2.075	4.801	807	429	104	278	128	338	241	205	139	233	193	278	10.249

Tableau 5 : Nombre d'infractions dans les matières « Travail au noir » par matière et par cellule (période : 2012)

CELLULE	Contrôles	Dimona	Temps partiel	Sécurité Sociale	Chômage	Main d'œuvre étrangère - sanction lourde	Main d'œuvre étrangère - sanction légère	Main d'œuvre étrangère - carte professionnelle	Total	Limosa	Total général
Anvers	969	176	173	7	50	26	14	1	447	18	465
Brugge-Veurne	698	110	66	2	59	9	3	1	250	20	270
Bruxelles	1.120	346	137	22	184	145	23	4	861	13	874
Charleroi	485	102	58	8	84	33	3	4	292	8	300
Dendermonde	672	107	47	0	52	41	7	5	259	1	260
Gent	669	104	45	25	42	65	18	2	301	18	319
Halle-Vilvoorde	601	92	93	7	26	9	14	1	242	5	247
Huy	330	56	44	2	22	6	2	0	132	2	134
Kortrijk-Ieper	730	96	37	1	56	13	2	1	206	50	256
Liège	1.119	227	230	4	119	26	15	5	626	15	641
Limburg	1.974	284	122	9	143	46	12	0	616	56	672
Louvain	923	131	110	13	79	14	4	1	352	24	376
Luxembourg	381	65	59	13	30	9	6	1	183	47	230
Mechelen	527	86	40	1	23	22	6	1	179	3	182
Mons	387	90	64	2	73	19	7	3	258	10	268
Namur	454	99	76	16	68	24	5	0	288	28	316
Nivelles	337	67	68	24	48	12	11	0	230	10	240
Oudenaarde	237	32	12	0	4	8	1	0	57	8	65
Tournai	508	81	77	5	43	18	4	1	229	18	247
Turnhout	559	96	55	3	31	11	5	0	201	4	205
Verviers-Eupen	416	48	22	0	32	15	2	1	120	11	131
Total général	14.096	2.495	1.635	164	1.268	571	164	32	6.329	369	6.698

Tableau 5bis : Nombre d'infractions dans les matières « Travail au noir » par matière et par secteur (période : 2012)

SECTEUR (par nombre de contrôles décroissant)	Contrôles	Dimona	Temps partiel	Sécurité Sociale	Chômage	Main d'œuvre étrangère - sanction lourde	Main d'œuvre étrangère - sanction légère	Main d'œuvre étrangère - carte professionnelle	LIMOSA	Total sans LIMOSA	Total général
Construction	4.510	298	30	74	535	112	46	5	252	1.100	1.352
HORECA	3.949	1.419	967	38	394	212	62	14	8	3.106	3.114
Commerce de détail	1.401	231	208	10	67	74	10	9	18	609	627
Industrie manufacturière	692	87	100	6	38	30	1	0	36	262	298
Transports	451	32	46	4	18	1	2	0	0	103	103
Agriculture, sylviculture et pêche	447	62	6	7	23	24	15	0	0	137	137
Activités liées à l'emploi	402	29	13	1	40	1	2	1	7	87	94
Nettoyage	365	55	87	11	37	11	9	0	5	210	215
Activités de services administratifs et de soutien	338	62	64	2	26	18	4	1	1	177	178
Garages	287	64	30	2	18	31	4	2	3	151	154
Arts, spectacles et activités récréatives	265	39	17	0	23	4	1	0	19	84	103
Commerce de gros	263	23	25	2	14	9	4	0	3	77	80
Autres activités de services	56	12	3	3	5	15	4	0	0	42	42
Autres	670	82	39	4	30	29	0	0	17	184	201
Total général	14.096	2.495	1.635	164	1.268	571	164	32	369	6.329	6.698

Tableau 6.1 : Infractions DIMONA par cellule et par suite (période : 2012)

CELLULE	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	12	6,8%	164	93,2%	0	0,0%	0	0,0%	176
Brugge-Veurne	1	0,9%	107	97,3%	0	0,0%	2	1,8%	110
Bruxelles	10	2,9%	325	93,9%	2	0,6%	9	2,6%	346
Charleroi	2	2,0%	97	95,1%	2	2,0%	1	1,0%	102
Dendermonde	2	1,9%	103	96,3%	0	0,0%	2	1,9%	107
Gent	2	1,9%	102	98,1%	0	0,0%	0	0,0%	104
Halle-Vilvoorde	10	10,9%	80	87,0%	0	0,0%	2	2,2%	92
Huy	2	3,6%	50	89,3%	4	7,1%	0	0,0%	56
Kortrijk-Ieper	2	2,1%	91	94,8%	1	1,0%	2	2,1%	96
Liège	16	7,0%	203	89,4%	3	1,3%	5	2,2%	227
Limburg	27	9,5%	247	87,0%	0	0,0%	10	3,5%	284
Louvain	27	20,6%	99	75,6%	0	0,0%	5	3,8%	131
Luxembourg	0	0,0%	62	95,4%	3	4,6%	0	0,0%	65
Mechelen	13	15,1%	72	83,7%	0	0,0%	1	1,2%	86
Mons	5	5,3%	89	93,7%	1	1,1%	0	0,0%	95
Namur	5	5,1%	90	90,9%	4	4,0%	0	0,0%	99
Nivelles	2	3,1%	59	92,2%	1	1,6%	2	3,1%	64
Oudenaarde	3	9,1%	30	90,9%	0	0,0%	0	0,0%	33
Tournai	5	6,0%	76	91,6%	2	2,4%	0	0,0%	83
Turnhout	1	1,1%	88	95,7%	0	0,0%	3	3,3%	92
Verviers-Eupen	1	2,1%	44	91,7%	3	6,3%	0	0,0%	48
Total général	147	5,9%	2.278	91,3%	26	1,0%	44	1,8%	2.495

Tableau 6.2 : Infractions temps partiel par cellule et par suite (période : 2012)

CELLULE	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	26	15,0%	143	82,7%	2	1,2%	2	1,2%	173
Brugge-Veurne	14	21,2%	44	66,7%	0	0,0%	8	12,1%	66
Bruxelles	25	18,2%	108	78,8%	0	0,0%	4	2,9%	137
Charleroi	10	17,2%	46	79,3%	2	3,4%	0	0,0%	58
Dendermonde	6	12,8%	41	87,2%	0	0,0%	0	0,0%	47
Gent	6	13,3%	39	86,7%	0	0,0%	0	0,0%	45
Halle-Vilvoorde	33	35,5%	57	61,3%	1	1,1%	2	2,2%	93
Huy	15	34,1%	25	56,8%	2	4,5%	2	4,5%	44
Kortrijk-Ieper	4	10,8%	31	83,8%	0	0,0%	2	5,4%	37
Liège	85	37,0%	138	60,0%	4	1,7%	3	1,3%	230
Limburg	33	27,0%	73	59,8%	0	0,0%	16	13,1%	122
Louvain	40	36,4%	62	56,4%	1	0,9%	7	6,4%	110
Luxembourg	13	22,0%	37	62,7%	9	15,3%	0	0,0%	59
Mechelen	7	17,5%	31	77,5%	0	0,0%	2	5,0%	40
Mons	4	6,3%	56	87,5%	3	4,7%	1	1,6%	64
Namur	6	7,9%	67	88,2%	0	0,0%	3	3,9%	76
Nivelles	6	8,8%	57	83,8%	0	0,0%	5	7,4%	68
Oudenaarde	3	25,0%	9	75,0%	0	0,0%	0	0,0%	12
Tournai	1	1,3%	72	93,5%	3	3,9%	1	1,3%	77
Turnhout	16	29,1%	35	63,6%	1	1,8%	3	5,5%	55
Verviers-Eupen	2	9,1%	19	86,4%	1	4,5%	0	0,0%	22
Total général	355	21,7%	1.190	72,8%	29	1,8%	61	3,7%	1.635

Tableau 6.3 : Infractions sécurité sociale par cellule et par suite (période : 2012)

CELLULE	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	0	0,0%	2	28,6%	1	14,3%	4	57,1%	7
Brugge-Veurne	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	100,0%	2
Bruxelles	0	0,0%	15	68,2%	0	0,0%	7	31,8%	22
Charleroi	0	0,0%	3	37,5%	0	0,0%	5	62,5%	8
Dendermonde	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Gent	2	8,0%	2	8,0%	0	0,0%	21	84,0%	25
Halle-Vilvoorde	0	0,0%	0	0,0%	1	14,3%	6	85,7%	7
Huy	0	0,0%	1	50,0%	1	50,0%	0	0,0%	2
Kortrijk-Ieper	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Liège	1	25,0%	2	50,0%	0	0,0%	1	25,0%	4
Limburg	0	0,0%	2	22,2%	0	0,0%	7	77,8%	9
Louvain	1	7,7%	3	23,1%	1	7,7%	8	61,5%	13
Luxembourg	0	0,0%	0	0,0%	2	15,4%	11	84,6%	13
Mechelen	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Mons	0	0,0%	1	50,0%	0	0,0%	1	50,0%	2
Namur	1	6,3%	6	37,5%	4	25,0%	5	31,3%	16
Nivelles	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	24	100,0%	24
Oudenaarde	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Tournai	0	0,0%	5	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	5
Turnhout	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	100,0%	3
Verviers-Eupen	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Total général	5	3,0%	44	26,8%	10	6,1%	105	64,0%	164

Tableau 6.4 : Infractions chômage par cellule et par suite (période : 2012)

CELLULE	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Par inspection de l'ONEm vers ONEm		Par autres inspections vers ONEm ou Auditeur du travail		Total
Anvers	6	12,0%	23	46,0%	0	0,0%	7	14,0%	14	28,0%	0	0,0%	50
Brugge-Veurne	6	10,3%	2	3,4%	2	3,4%	9	15,5%	36	62,1%	3	5,2%	58
Bruxelles	1	0,5%	1	0,5%	0	0,0%	0	0,0%	175	95,1%	7	3,8%	184
Charleroi	3	3,6%	0	0,0%	0	0,0%	1	1,2%	71	84,5%	9	10,7%	84
Dendermonde	26	50,0%	10	19,2%	0	0,0%	0	0,0%	16	30,8%	0	0,0%	52
Gent	0	0,0%	4	9,5%	3	7,1%	0	0,0%	35	83,3%	0	0,0%	42
Halle-Vilvoorde	1	3,8%	3	11,5%	2	7,7%	0	0,0%	16	61,5%	4	15,4%	26
Huy	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	21	95,5%	1	4,5%	22
Kortrijk-Ieper	1	1,8%	5	8,9%	0	0,0%	1	1,8%	49	87,5%	0	0,0%	56
Liège	2	1,7%	4	3,4%	0	0,0%	2	1,7%	87	73,1%	24	20,2%	119
Limburg	7	5,0%	35	25,2%	5	3,6%	19	13,7%	63	45,3%	10	7,2%	139
Louvain	0	0,0%	8	10,1%	2	2,5%	1	1,3%	60	75,9%	8	10,1%	79
Luxembourg	0	0,0%	6	20,0%	0	0,0%	0	0,0%	19	63,3%	5	16,7%	30
Mechelen	0	0,0%	5	21,7%	0	0,0%	2	8,7%	16	69,6%	0	0,0%	23
Mons	1	1,4%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	71	97,3%	1	1,4%	73
Namur	0	0,0%	2	2,9%	0	0,0%	0	0,0%	56	82,4%	10	14,7%	68
Nivelles	1	2,1%	0	0,0%	3	6,3%	5	10,4%	38	79,2%	1	2,1%	48
Oudenaarde	0	0,0%	1	25,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	75,0%	0	0,0%	4
Tournai	1	2,3%	1	2,3%	0	0,0%	1	2,3%	40	93,0%	0	0,0%	43
Turnhout	1	3,2%	2	6,5%	1	3,2%	3	9,7%	23	74,2%	1	3,2%	31
Verviers-Eupen	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	3,1%	31	96,9%	0	0,0%	32
Total général	57	4,5%	112	8,9%	18	1,4%	52	4,1%	940	74,4%	84	6,7%	1.263

Tableau 6.5 : Infractions « main d'œuvre étrangère - sanction lourde » par cellule et par suite (période : 2012)

CELLULE	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	0	0,0%	26	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	26
Brugge-Veurne	0	0,0%	9	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	9
Bruxelles	1	0,7%	135	93,1%	1	0,7%	8	5,5%	145
Charleroi	0	0,0%	30	90,9%	3	9,1%	0	0,0%	33
Dendermonde	0	0,0%	40	97,6%	0	0,0%	1	2,4%	41
Gent	0	0,0%	65	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	65
Halle-Vilvoorde	0	0,0%	9	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	9
Huy	1	16,7%	5	83,3%	0	0,0%	0	0,0%	6
Kortrijk-Ieper	0	0,0%	13	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	13
Liège	1	3,8%	23	88,5%	1	3,8%	1	3,8%	26
Limburg	5	10,9%	40	87,0%	0	0,0%	1	2,2%	46
Louvain	0	0,0%	13	92,9%	0	0,0%	1	7,1%	14
Luxembourg	0	0,0%	6	66,7%	3	33,3%	0	0,0%	9
Mechelen	1	4,5%	21	95,5%	0	0,0%	0	0,0%	22
Mons	0	0,0%	19	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	19
Namur	0	0,0%	21	87,5%	3	12,5%	0	0,0%	24
Nivelles	0	0,0%	9	75,0%	1	8,3%	2	16,7%	12
Oudenaarde	0	0,0%	8	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	8
Tournai	0	0,0%	18	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	18
Turnhout	0	0,0%	10	90,9%	0	0,0%	1	9,1%	11
Verviers-Eupen	0	0,0%	13	86,7%	1	6,7%	1	6,7%	15
Total général	9	1,6%	533	93,3%	13	2,3%	16	2,8%	571

Tableau 6.6 : Infractions « main d'œuvre étrangère - sanction légère » par cellule et par suite (période : 2012)

CELLULE	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	2	14,3%	12	85,7%	0	0,0%	0	0,0%	14
Brugge-Veurne	0	0,0%	3	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	3
Bruxelles	2	8,7%	16	69,6%	0	0,0%	5	21,7%	23
Charleroi	0	0,0%	3	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	3
Dendermonde	0	0,0%	7	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	7
Gent	0	0,0%	18	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	18
Halle-Vilvoorde	6	42,9%	4	28,6%	0	0,0%	4	28,6%	14
Huy	0	0,0%	1	50,0%	1	50,0%	0	0,0%	2
Kortrijk-Ieper	0	0,0%	1	50,0%	0	0,0%	1	50,0%	2
Liège	1	6,7%	9	60,0%	4	26,7%	1	6,7%	15
Limburg	0	0,0%	11	91,7%	0	0,0%	1	8,3%	12
Louvain	0	0,0%	4	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	4
Luxembourg	0	0,0%	5	83,3%	1	16,7%	0	0,0%	6
Mechelen	2	33,3%	4	66,7%	0	0,0%	0	0,0%	6
Mons	0	0,0%	7	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	7
Namur	0	0,0%	4	80,0%	0	0,0%	1	20,0%	5
Nivelles	0	0,0%	3	27,3%	0	0,0%	8	72,7%	11
Oudenaarde	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Tournai	0	0,0%	4	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	4
Turnhout	0	0,0%	5	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	5
Verviers-Eupen	0	0,0%	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	2
Total général	13	7,9%	124	75,6%	6	3,7%	21	12,8%	164

Tableau 6.7 : Infractions « main d'œuvre étrangère - carte professionnelle » par cellule et par suite (période : 2012)

CELLULE	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Brugge-Veurne	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Bruxelles	0	0,0%	4	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	4
Charleroi	0	0,0%	4	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	4
Dendermonde	0	0,0%	4	80,0%	0	0,0%	1	20,0%	5
Gent	0	0,0%	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	2
Halle-Vilvoorde	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Huy	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Kortrijk-Ieper	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Liège	1	20,0%	4	80,0%	0	0,0%	0	0,0%	5
Limburg	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Louvain	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Luxembourg	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%	1
Mechelen	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Mons	0	0,0%	0	0,0%	3	100,0%	0	0,0%	3
Namur	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Nivelles	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Oudenaarde	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Tournai	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Turnhout	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Verviers-Eupen	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Total général	3	9,4%	24	75,0%	3	9,4%	2	6,3%	32

Tableau 6.8 : Infractions Limosa par cellule et par suite (période : 2012)

CELLULE	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	11	64,7%	6	35,3%	0	0,0%	0	0,0%	17
Brugge-Veurne	4	25,0%	12	75,0%	0	0,0%	0	0,0%	16
Bruxelles	0	0,0%	3	50,0%	0	0,0%	3	50,0%	6
Charleroi	0	0,0%	2	33,3%	1	16,7%	3	50,0%	6
Dendermonde	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Gent	6	46,2%	4	30,8%	0	0,0%	3	23,1%	13
Halle-Vilvoorde	3	60,0%	1	20,0%	1	20,0%	0	0,0%	5
Huy	0	0,0%	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	2
Kortrijk-Ieper	2	11,8%	14	82,4%	0	0,0%	1	5,9%	17
Liège	3	23,1%	8	61,5%	0	0,0%	2	15,4%	13
Limburg	10	26,3%	20	52,6%	1	2,6%	7	18,4%	38
Louvain	7	53,8%	2	15,4%	0	0,0%	4	30,8%	13
Luxembourg	14	29,8%	30	63,8%	0	0,0%	3	6,4%	47
Mechelen	0	0,0%	1	33,3%	0	0,0%	2	66,7%	3
Mons	1	10,0%	9	90,0%	0	0,0%	0	0,0%	10
Namur	2	20,0%	5	50,0%	1	10,0%	2	20,0%	10
Nivelles	0	0,0%	3	30,0%	0	0,0%	7	70,0%	10
Oudenaarde	1	20,0%	1	20,0%	0	0,0%	3	60,0%	5
Tournai	1	5,6%	13	72,2%	0	0,0%	4	22,2%	18
Turnhout	1	25,0%	3	75,0%	0	0,0%	0	0,0%	4
Verviers-Eupen	0	0,0%	7	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	7
Total général	66	25,3%	147	56,3%	4	1,5%	44	16,9%	261

Tableau 7 : Infractions par contrôle, toutes matières et « travail au noir », par cellule (période : 2012)

CELLULE	Contrôles	Infractions		Nombre moyen d'infractions par contrôle		Communication IPSS	Contrôles positifs	
		Toutes matières	Travail au noir	Toutes matières	Travail au noir		Nombre	%
Anvers	969	604	447	0,6	0,5	1	328	33,8%
Brugge-Veurne	698	389	250	0,6	0,4	6	201	28,8%
Bruxelles	1120	1109	861	1,0	0,8	21	494	44,1%
Charleroi	485	408	292	0,8	0,6	32	182	37,5%
Dendermonde	672	283	259	0,4	0,4	4	157	23,4%
Gent	669	421	301	0,6	0,4	13	213	31,8%
Halle-Vilvoorde	601	358	242	0,6	0,4	2	169	28,1%
Huy	330	155	132	0,5	0,4	1	81	24,5%
Kortrijk-Ieper	730	358	206	0,5	0,3	3	211	28,9%
Liège	1119	691	626	0,6	0,6	17	359	32,1%
Limburg	1974	958	616	0,5	0,3	58	536	27,2%
Louvain	923	564	352	0,6	0,4	16	243	26,3%
Luxembourg	381	328	183	0,9	0,5	4	130	34,1%
Mechelen	527	284	179	0,5	0,3	1	167	31,7%
Mons	387	350	258	0,9	0,7	20	177	45,7%
Namur	454	478	288	1,1	0,6	31	190	41,9%
Nivelles	337	384	230	1,1	0,7	19	176	52,2%
Oudenaarde	237	95	57	0,4	0,2	2	54	22,8%
Tournai	508	384	229	0,8	0,5	7	186	36,6%
Turnhout	559	317	201	0,6	0,4	0	208	37,2%
Verviers-Eupen	416	183	120	0,4	0,3	3	98	23,6%
Total général	14.096	9.101	6.329	0,6	0,4	261	4.560	32,3%

Tableau 8 : Infractions par contrôle, toutes matières et « travail au noir », par secteur (période : 2012)

SECTEUR (par nombre de contrôles décroissant)	Contrôles	Infractions		Nombre moyen d'infractions par contrôle		Communication IPSS	Contrôles positifs	
		Toutes matières	Travail au noir	Toutes matières	Travail au noir		Nombre	%
Construction	4.510	2.466	1.100	0,5	0,3	44	1.444	32,0%
HORECA	3.949	3.768	3.106	1,0	0,8	98	1.785	45,2%
Commerce détail	1.401	812	609	0,6	0,4	27	368	26,3%
Industrie manufacturière	692	404	262	0,6	0,4	4	183	26,4%
Transports	451	130	103	0,3	0,2	4	57	12,6%
Agriculture sylviculture pêche	447	154	137	0,3	0,3	2	80	17,9%
Activités liées à l'emploi	402	120	87	0,3	0,2	0	75	18,7%
Nettoyage	365	287	210	0,8	0,6	8	128	35,1%
Activités de service administratif et de soutien	338	244	177	0,7	0,5	12	90	26,6%
Garages	287	184	151	0,6	0,5	2	90	31,4%
Arts spectacles activités récréatives	265	112	84	0,4	0,3	5	63	23,8%
Commerce de gros	263	104	77	0,4	0,3	2	44	16,7%
Autres activités de service	56	47	42	0,8	0,8	0	16	28,6%
Autres	670	269	184	0,4	0,3	16	137	20,4%
Total général	14.096	9.101	6.329	0,6	0,5	224	4.560	32,3%

Annexe : définition contrôles positifs

Un contrôle est positif quand il a donné lieu à au moins un constat renseigné avec une suite « OUI » repris ci-dessous

A) Matières déterminées : DIMONA, TEMPS-PARTIEL, SECURITE SOCIALE, CHOMAGE, TRAVAILLEURS ETRANGERS et LIMOSA

1. Avertissement > NON

2. Pro justitia > OUI

3. Rapport pénal > NON

4. Autre traitement > NON

5. Infraction chômage transmise directement par le service d'inspection de l'ONEm à son service litige sans pro justitia > OUI

6. Information chômage vers l'ONEm ou vers l'Auditorat du travail par un service autre que l'ONEm > OUI

7. Rapport 30bis avec manquement constaté (absence de notification de chantier ou d'un sous-traitant occupé sur le chantier) ou nécessitant une enquête approfondie (manquement soupçonné) auprès de l'entrepreneur principal, de l'entrepreneur contrôlé ou du commettant > OUI

B) Infractions constatées lors du contrôle par les services d'inspection de l'INAMI ou de l'INASTI ou transmises à l'INAMI, l'INASTI ou l'ONP par un autre service d'inspection > OUI